

AIDER EN AFRIQUE :
QUELQUES REPERES POUR PENSER ET POUR
AGIR A L'AUBE D'UNE NOUVELLE APPROCHE
« POST-2015 »

Note occasionnelle

Denis MAUGENEST, sj

Ancien Recteur de l'Université Catholique d'Afrique Centrale

Ancien Professeur de science politique à l'Université Catholique d'Afrique Centrale (Institut Catholique de Yaoundé). Il est créateur d'institutions universitaires en Afrique, et a publié un ouvrage sur Vivre ensemble malgré tout : initiation à la société politique (PUCAC/ Les Éditions du CERAP, 2002), suivis de plus d'une dizaine d'articles dans des ouvrages collectifs.

Introduction

Ayant taché d'œuvrer, depuis plus de vingt ans, à « aider » au développement en Afrique - y étant été envoyé avec mission d'y réaliser quelque chose dans le domaine de l'éducation, et plus précisément de la formation universitaire –, et venant tout juste de rentrer en France, je lis un court article d'un ami de Côte d'Ivoire, Venance Konan qui relate avoir préconisé, au cours d'une rencontre à laquelle il avait été invité en Allemagne : « Puisque l'aide à l'Afrique ne lui permet pas de sortir la pauvreté, et que plusieurs études menées par des économistes de renom ont démontré le côté nocif de l'aide à l'Afrique, la meilleure façon d'aider le continent noir serait peut-être d'arrêter de l'aider, et de laisser les Africains se débrouiller comme des adultes. » Et de citer, à l'appui de sa thèse, un poète afro-américain disant à ses compatriotes des Etats-Unis il y a soixante ans : « Si le Noir n'est pas capable de se tenir debout, laissez-le tomber. Tout ce que je vous demande, c'est de ne pas l'empêcher de se tenir debout. » Sans encore d'occupation plus particulière alors, je me suis laissé entraîner à réfléchir à cette interpellation en sollicitant les avis de nombreux amis, africains en Afrique, et français en France, puis en en faisant des synthèses que je leur adressais.

De ces premières collectes, il ressort déjà quelques indications. Proportionnellement à l'échantillon, les Africains ont été un peu moins nombreux à répondre que les Français... Si les uns et les autres ont tous réagi très émotionnellement dans un premier temps, plusieurs Africains se sont trouvés embarrassés de porter un jugement autre que de concession à l'auteur de l'article, au point que l'un d'eux écrit : 'Je dois avouer que les propos et les analyses des uns et des autres m'ont plutôt laissée sur ma faim. Très peu de commentateurs ont véritablement accepté d'explorer la possibilité de modifier complètement les règles du jeu de l'aide internationale à l'Afrique.' Très peu, mais quelques-uns tout de même, plus engagés que d'autres, soit dans des études universitaires en Europe ou dans des responsabilités managériales en Afrique. Quant aux Français, dépassant assez rapidement d'assez vives réactions d'agacement, pour entrer aussitôt dans diverses analyses de vocabulaire et d'attitude des différents acteurs, ils en viennent à reconnaître volontiers que 'cette question de l'aide soulève beaucoup de problèmes,

bien plus que l'on pense a priori.' Tous, Africains ou Français, conviendraient sans doute volontiers, pour reprendre les expressions de deux Africains : 'Une approche plus systématique et scientifique de la problématique de l'aide est tout à fait différente de l'expression d'opinions hâtives'. 'Cette synthèse permet de constater la diversité des avis. Toutes nous font voir la complexité du sujet : l'aide à l'Afrique. En ce sens, c'est très enrichissant dès lors qu'on arrive à dépasser les simplismes et les jugements hâtifs.'

Au total, l'article qui a servi de point de départ, jugé par les uns ou les autres comme celui d'un 'provocateur', d'un 'agitateur', voire d'un 'garnement', s'est avéré productif comme veut bien le dire cet ami et mon complice tout au long des vingt années passées : Cette 'provocation' a suscité un bon débat ! On s'efforcera d'en reprendre ci-dessous l'ensemble dans une architecture des argumentations échangées qui n'est que celle de son auteur... à débattre elle aussi !

1. Prendre en considération les nombreux facteurs, parfois en extrême tension entre eux !

AIDER : cette action établie entre deux personnes, deux organisations ou deux institutions vise pour l'une à apporter à l'autre, sous diverses formes (d'un simple conseil à une contribution financière), un appui, un soutien, voire un secours – et pour cet autre à le recevoir comme tel, et non autrement : comme un obstacle, une gêne voire une nuisance. Elle suppose un lien, une liaison, une relation entre deux vivants, doté chacun de ses énergies propres et particulières, l'un qui aide et l'autre qui est aidé, chacun constituant comme un pôle en tension avec l'autre. La relation d'aide est ainsi constituée de tout ce qui fait la consistance de chacun de ces pôles, elle se nourrit, pourrait-on dire, de ce qui fait la personnalité de chacun d'eux – et en particulier de la perception que chacun peut avoir de cette 'aide' soit comme appui, soutien, secours ou, au contraire, gêne, obstacle ou nuisance. A toutes les données objectives entrant dans la composition de « l'aide », des plus matérielles et techniciennes aux plus politiques et psychologiques, il convient d'ajouter les plus subjectives que sont, par exemple, les représentations que se font les sujets en termes de croyances, de convictions, de valeurs, d'intérêts. Chargée de toutes ces composantes, l'aide devient un processus moins simple à mettre en œuvre qu'il peut paraître à première vue : elle suppose un travail de discernement pour correspondre le moins mal – sinon le mieux – à ses ambitions d'être, au sens propre, 'efficace' : produisant l'effet que l'on en attend. A cet égard, l'enquête réalisée à partir de l'opinion provocatrice de Venance Konan fait apparaître qu'il est sans doute difficile de parvenir à cette efficacité dans le moment présent : il faut en effet conjuguer ensemble deux impératifs catégoriques mis en exergue par les uns ou les autres concernant les représentations qu'ils se font de la dignité et de la solidarité, et qui sont en quelque sorte conflictuelles.

D'une part, du côté de nombreux Africains 'aidés' mais aussi du côté de bon nombre d'Européens 'aidant', le souci de la dignité humaine devient une préoccupation toujours plus importante – et il faut s'en réjouir ! C'est ce qui a motivé fondamentalement l'interpellation de V. Konan : la difficulté que l'Afrique a à se tenir debout par elle-même, le sentiment que les Africains peuvent avoir d'une certaine

impuissance à se mettre debout par eux-mêmes, la nécessité où ils seraient, pour y parvenir, de toujours recourir à une 'aide' extérieure sont expressives d'un manque de dignité, profondément ressenti. Or il en va ici de l'honneur et de la fierté d'être soi, du respect de soi par soi et par l'autre, de l'existence même de soi devant les autres. L'aide est alors perçue comme un obstacle qu'il faut savoir écarter pour retrouver le sens de la dignité et, avec elle, de la liberté et de la part de souveraineté dont l'humain dispose quant à la définition de son propre itinéraire possible. L'usage de ces thèmes, liés entre eux, de la dignité / la liberté / la souveraineté peut être discutable : s'ils relèvent d'un juste sens de l'éthique, ils peuvent aussi prêter le flanc à l'idéologie, c'est-à-dire à une interprétation radicale de valeurs qui valent la peine de vivre et, au besoin, de mourir pour elles ; or le ciel des valeurs est un ciel déchiré et une idéologie n'est jamais seule et unique, elle fait partie du débat entre idéologies au pluriel, qui chacune et toutes défendent des valeurs qui valent de vivre pour elles et de mourir pour elles. Ce conflit des idéologies affecte le sens de l'aide !

D'autre part en effet, Africains et Européens sont tout aussi nombreux à souligner, dans l'enquête, le souci de la solidarité, voire de la fraternité humaine. Autant le souci de la dignité fait référence à la singularité de chaque sujet individuel, pourrait-on dire, autant la préoccupation de la solidarité se réfère à la commune appartenance de tous à l'ensemble de l'humanité, de la famille humaine dans sa mondialité, sans exclusive. Quelles que soient les différences entre les humains (races, langues, coutumes, cultures), toutes s'inscrivent sur un fonds de commune humanité, d'intérêts communs à gérer ensemble – au premier chef la maîtrise de la planète – et donc d'une exigence de vivre ensemble malgré tout. Ce souci de solidarité exclut par conséquent toute discrimination qui conduirait à la division, la marginalisation et l'exclusion de quelque membre que ce soit de la famille humaine. La mondialité est certainement une des dimensions les plus discutées présentement partout dans le monde, au fur et à mesure qu'elle se renforce ('mondialisation') de manière toujours plus précise à travers tous les moyens de communication, des plus techniques – ceux de la parole et de l'écrit transportés quasi-instantanément par informatique – aux plus spirituels – ceux des échanges, débats et controverses en charge de former des consensus voire des communions d'esprit entre les vivants ! Mais aucune de celles-ci, aucun de ceux-là ne se fait

sans labeur : celui de gérer la diversité des singularités humaines dans une vision de leur 'unité'.

AIDER : c'est par conséquent entrer dans le cercle, évidemment et éminemment conflictuel de tous les intéressements possibles que l'Homme peut avoir, matériellement et spirituellement, tant comme sujet individuel, original, singulier, unique, que comme membre d'une communauté innombrable dont il n'est que l'un des acteurs sociaux et historiques, solidaires en dignité pourrait-on dire. AIDER suppose alors un sens aigu de la grandeur et de la noblesse de la vocation humaine, en même temps que de son humilité.

2. Maintenir obstinément et durablement les deux pôles du développement !

Chacun de ces deux pôles influence en effet à sa manière la conception que l'on peut se faire de l'aide, et infère en conséquence les comportements qui en résultent et qui, le plus ordinairement, 'font problème'. La revendication de dignité, liberté et souveraineté suppose que le développement de l'individu, comme de la société, dépend essentiellement de leurs initiatives. La revendication de fraternité, solidarité et mondialité suggère que le développement de l'un comme de l'autre dépend aussi, le cas échéant, de ce que la contribution de la mondialité est susceptible d'apporter à ces initiatives dès lors qu'elles s'insèrent dans la mouvance globale de la solidarité. Il serait sage de n'abolir aucun d'eux.

Le dynamisme du développement tient à la capacité d'initiative pour se mettre soi-même debout. Passés ses tout premiers moments d'enfant, où il est invité par ses parents à se dresser debout, c'est par énergie naturelle spontanée que l'humain se met debout et s'y maintient- en alternance avec des moments où il se couche. Bien des Africains se reprochent de ne pas prendre eux-mêmes l'initiative de se lever, de décider par eux-mêmes et d'entreprendre ; et il est vrai que l'éducation traditionnelle au sein des communautés de base porte au respect de ce qui a été : les traditions et les coutumes reçues des ancêtres, les interdits et l'obéissance due aux diverses autorités constituées. Et s'il est vrai aussi que ceux qui osent prendre des initiatives peuvent parfois le faire librement quelque temps, ils sont vite rattrapés par des forces de contrôle communautaire exigeantes quant aux fruits à partager de ces initiatives, et par diverses tensions sociales (jalousie et sorcellerie) les décourageant de les mener plus durablement avec la même liberté. Il serait excessif toutefois d'en tirer une conclusion générale : des individus ou des entreprises sont à l'origine d'initiatives fructueuses. Mais il reste vrai que la culture du risque n'est pas prévalant au sud du Sahara. En ce sens, la suppléance de l'initiative locale par l'assistance extérieure se révèle en réalité perverse en ce qu'elle encourage précisément à durer dans le renoncement à initier, entreprendre... De ce point de vue, il y a lieu de décourager l'excès de paternalisme de la part de bienfaiteurs qui, mus par la générosité, entretiendraient en fait – sans qu'ils en aient même

conscience – la tendance à la mendicité relevée par bien des lecteurs, et qui fait la honte de beaucoup, en lieu et place de leur dignité. La solution à ce problème est cependant probablement moins dans la suspension et l'arrêt définitif de l'aide (Si le Noir n'est pas capable de se tenir debout, laissez- le tomber. Tout ce que je vous demande, c'est de ne pas l'empêcher de se tenir debout), que dans l'invention de formes d'aide susceptibles de voir émerger des capacités d'initiative. Affaire d'éducation à des changements d'ordre culturel ?...

Le dynamisme du développement tient aussi à la possibilité de compter sur le soutien d'autrui. Aucun humain n'existe que pour soi-même et en soi-même, mais tous sont intimement concernés par le processus de reconnaissance des uns par les autres, et réciproquement. Chacun comptant sur l'autre, tous comptent finalement les uns sur les autres. Tous, c'est-à-dire solidaires 'pour le tout', et ensemble à l'origine de divers processus sociaux de droits et d'obligations – le premier est sans doute l'assistance à personne en danger. D'une certaine manière, il en va d'une dignité objective de la famille humaine, autant que de la dignité subjective de chacun de ceux qui la composent. On sait l'importance que cette solidarité revêt à l'intérieur de chaque groupe ou communauté, quelle que soit sa taille, et nul n'ignore le rôle qu'elle peut tenir dans la communauté mondiale – l'Europe moins que personne, que le plan Marshall a aidé à se remettre debout après la seconde guerre mondiale ...et n'est-il pas question de temps à autre d'un 'plan Marshall pour l'Afrique' ? Et si le premier principe de se tenir debout par soi-même est réellement mis en pratique, il est vraisemblable que le second le sera tout aussitôt en cas de besoin avéré ; tous ont entendu ce conseil avisé : Aide-toi et le ciel t'aidera ! Il est vrai que l'aide extérieure n'obéit pas nécessairement aux règles de la limpidité, et l'expérience des conditions de 'l'aide liée' a montré suffisamment comment celle-ci pouvait servir davantage la souveraineté, la liberté et la dignité du donneur d'aide que celles de son receveur... Le contexte historique de la guerre froide de 1950 à 1990, celui d'une certaine technocratie planificatrice mondiale depuis lors, laissent apparaître qu'AIDER n'est pas orienté unilatéralement au service du receveur de l'aide : il l'est aussi au service des intérêts de l'aidant. Faut-il en conclure que le processus d'aide se mue alors progressivement et nécessairement en simple force au service d'un pouvoir mondial déjà centralisé,

fort, souverain, contraignant par ses lois et ses possibilités de sanctionner les récalcitrants ? La Justice demanderait-elle alors d'écartier cette aide qui fait violence ? Ou, plutôt que de renoncer à une aide en fin de compte plus humiliante que réellement constructive d'une réelle solidarité, la Justice ne suggérerait-elle pas un réajustement et un rééquilibrage dans les manières de concevoir, négocier et mettre en œuvre les processus de l'aide ?

3. Concilier l'initiative locale et la volonté mondiale : un travail de patiente médiation

Christine Lagarde, directrice générale du FMI, disait récemment : 'Si nous n'agissons pas ensemble, l'économie dans le monde encourt le risque d'une spirale d'incertitude et d'instabilité financière... Nous sommes tous dans le même bateau et notre destin sera de croître ou de chuter ensemble.' Il n'est en tout cas guère de domaine où les uns et les autres soient conviés à pratiquer l'aide, que ce soit en matière financière où, partout dans le monde, chacun s'efforce de vivre à crédit... ou que ce soit en matière de sécurité des personnes où, partout dans le monde, la menace terroriste devient le nouveau visage de la violence... L'aide, elle aussi, ne serait-elle pas en train de changer de visage : de moins en moins à sens unique et unilatéral, toujours davantage réciproque et multilatérale ? Après le temps de l'aide, le moment serait-il venu de celui de l'entraide ? Quoi qu'il en soit de cette évolution en cours, il s'agira toujours d'honorer les deux impératifs qui semblent devoir inspirer le processus de l'aide : respecter la dignité, la liberté, la souveraineté de chacun ; considérer la mondialité, la solidarité et la dignité de tous, ensemble.

L'initiative locale est celle qu'il faut privilégier, favoriser, encourager, faire naître... C'est elle en effet qui est la plus capable de porter, de manière endogène, les fruits les plus nombreux, les meilleurs. Aucune initiative exogène ne saurait la suppléer, et c'est la raison pour laquelle certains préconisent de suspendre l'aide extérieure : elle masque l'initiative locale, soit que celle-ci est encore faible et fragile, faisant difficilement son chemin au milieu des initiatives 'étrangères', soit qu'elle fasse carrément défaut faute de stimulation suffisante. Les mots eux- mêmes font difficulté : 'aide', 'assistance'... sont récusés par nombre de ceux qui cherchent à rétablir la dignité de l'Homme en Afrique, sa capacité d'émergence ici comme ailleurs dans le monde (Asie et ses dragons...). Clarifier le langage est un début de solution aux problèmes. Dans la dynamique des échanges entre peuples et entre cultures, l'aide devrait être conçue par les uns et par les autres en esprit de solidarité, de partage et d'accompagnement. Dans le débat sur l'aide à l'Afrique et aux Africains, une image revient souvent, celle du 'coaching' qui "consiste non pas à donner des conseils, mais à aider l'autre à résoudre ses propres problèmes, le

conduire dans sa recherche de solution sans se substituer à lui dans la réponse." Le type d'aide ou de partenariat à promouvoir est l'aide qui, sans paternalisme, sans désir de domination et sans complexe de supériorité, aiderait les personnes aidées à se passer de l'aide à l'avenir. Et l'éducation, et plus généralement le partage de savoir et de savoir-faire, participe de cette forme de partenariat. Si le défaut d'initiative est le signe d'une certaine pauvreté et d'un cercle vicieux que celle-ci engendre, la meilleure manière de briser ce cercle vicieux consiste bien sûr à y introduire de la vertu, d'y inaugurer un cercle vertueux et de travailler à lui faire contaminer le reste de la chaîne de valeurs. Et si cela se fait bien, le résultat bénéficie aux partenaires d'un côté et de l'autre au service de la grande famille humaine. Dans leur sens originel, les mots 'assister', 'accompagner' signifient être 'à côté de... auprès de' quelqu'un, sans prendre sa place qui est la première, principale, autonome, responsable. S'il y a 'aide', c'est principalement à la formation de toutes les puissances qui font que l'Homme puisse trouver ses propres énergies et compter sur elles pour se tenir debout par lui-même : puissances de mémoire, d'intelligence, d'imagination, de volonté, de décision, d'entreprenariat...

La prise en compte du monde global est tout autant à encourager et faire progresser... L'aide, avons-nous souligné plus haut, est à comprendre toujours davantage comme entraide, entre Humains égaux en dignité et en responsabilité, solidaires pour le tout dans la gestion du monde que nul autre qu'eux n'assurera à leur place. Le monde est 'un', et il est difficilement envisageable qu'il soit « dual », avec d'un côté un certain nombre de pays bénéficiant de capacités d'expertise scientifique et technique pour appréhender les enjeux du monde d'aujourd'hui et de demain et y inscrire leurs propres initiatives, et d'un autre côté un grand nombre d'autres qui ne disposent ni des uns ni des autres. 'Ce monde dual serait injuste' : à l'origine de tensions internationales, il serait en effet gros de violences et dangereux pour la paix. La dignité commune à tous implique que chacun prenne et assume sa part de responsabilité dans ce qu'on pourrait appeler les questions planétaires (le climat par exemple avec le rôle des banquises, des forêts et des déserts dans le réchauffement climatique). L'Afrique est solidaire des problèmes du monde comme le monde est solidaire des problèmes en Afrique : démographique, alimentaire, sanitaire, éducatif, économique, financier, sécuritaire et politique, culturel et

religieux... Si les intérêts des uns et des autres entrent, bien évidemment et naturellement en conflits, il ne peut s'agir d'une conflictualité qu'on dirait 'irréductible' : tout conflictuels qu'ils soient, ces intérêts sont partagés et réductibles, et leur arbitrage est soumis à diverses autorités en charge du bien commun de tous. Là encore, la conception et la pratique de l'aide et de l'entraide ne peuvent certainement que progresser au fur et à mesure que se développe chez les gens du Nord comme chez les gens du Sud l'éducation aux réalités de la société voire de la communauté internationale. Beaucoup est à faire en ce domaine ! Si la terre est bien à tous, d'une certaine manière, elle fait trop souvent l'objet d'appropriations par de premiers occupants susceptibles quant aux mouvements migratoires perçus comme autant de menaces... L'éducation en matière politique principalement, et juridique corolairement, ne seraient pas superflues en ce temps de mondialisation...

Eduquer l'Homme, acteur de la société et de l'histoire...

Au-delà de tous les aspects techniques concernant les 'choses' dont elle traite habituellement, l'aide au développement – ici, en l'occurrence, en Afrique – concerne essentiellement la manière de faire, de procéder et d'agir avec les Hommes eux-mêmes : ils sont les agents de leur propre développement et de celui de tous au sein d'un monde décidément solidaire, et qu'on peut espérer fraternel. Et si l'aide la plus efficace aurait pour guides la Justice et le Bien commun, c'est bien à leurs exigences que ces acteurs devraient être le plus fondamentalement 'éduqués', corps et âme, animus et anima. 'Être éduqué' : c'est sortir d'un état premier et être conduit, élevé et avoir accès à des niveaux secondaire puis supérieur où l'Homme est convié à déployer toutes ses énergies propres et personnelles (intérieures) et à les configurer dans ses initiatives et ses œuvres (extérieures). Le corps et l'animus de chaque humain sont naturellement les objets les plus et les mieux ciblés de l'aide, stimulée et portée par le catalogue de tous les droits économiques et sociaux, politiques et culturels que la communauté mondiale déclare, proclame et précise année après année. Et pourtant il se trouve des Hommes pour douter aujourd'hui de son efficacité...

Le débat, initié par V. Konan et nourri par une enquête, aboutit ce jour à cet essai. Ne suggère-t-il pas qu'il y a lieu de rechercher, sur d'autres plans que techniques et scientifiques, les obstacles majeurs au développement de l'Homme en Afrique ? La référence à la dignité, à son respect et à son irrespect, ne conduit-elle pas à une intelligence élargie de ce qui fait obstacle ou est une aide au développement ? N'y a-t-il pas lieu d'investir dans une intelligence spirituelle de ces obstacles ? On touche ici au domaine de l'anima de l'Homme, de sa manière de 'sentir' intérieurement les choses et d'en faire 'éthiquement' une traduction dans ses œuvres extérieures, plus repérables que ses sentiments intérieurs ? Et y aurait-il lieu alors d'imaginer quelque aide spirituelle permettant à l'Homme de se sauver soi-même et de 'sauver son âme' sans compter sur aucun autre que lui ? ... sinon à titre d'accompagnement, de coaching ? L'Homme en tout cas n'est pas que chair, il est aussi et surtout esprit, appelé au plein accomplissement de lui-même.